

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LA SÉCHERESSE DANS LE SUD-OUEST DE L'ONTARIO

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture mais, comme il est absent, je vais la poser au ministre d'État chargé des Céréales.

Le sud-ouest de l'Ontario est menacé par la pire sécheresse depuis une cinquantaine d'années. Par exemple, les producteurs de maïs ont déjà perdu le cinquième de leur récolte ou plus de 200 millions de dollars. Chaque jour de sécheresse coûte quelque 20 millions de dollars aux agriculteurs. Si la sécheresse persiste jusqu'à la fin du mois, on estime à 800 millions de dollars les pertes que ceux-ci auront à essuyer. Des pertes similaires sont prévues dans d'autres secteurs, tels ceux de la production fruitière et de la culture maraîchère. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour venir en aide aux agriculteurs du sud-ouest de l'Ontario qui sont aux prises avec la pire sécheresse à se manifester depuis une génération?

● (1420)

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, nous sommes tous au fait de la situation. Le député n'a pas mentionné qu'il y avait eu du gel en certains endroits de l'Ontario il y a encore une dizaine de jours et que cela avait aussi causé des problèmes. Nous surveillons les conditions atmosphériques et surtout l'importance des précipitations depuis le début de février. Nous faisons la même chose en Ontario que dans les Prairies.

Des réunions sont prévues pour la fin du mois ou le début du mois prochain avec diverses organisations agricoles régionales en vue de bien évaluer la situation. En tant que critique en matière d'agriculture, le député doit savoir que certaines cultures ne sont pas encore totalement perdues en dépit de la sécheresse et, si nous avons prévu de tenir les réunions avec les agriculteurs et les groupes agricoles dans un mois environ, c'est que nous serons alors beaucoup plus en mesure d'évaluer exactement la situation et partant, de déterminer le genre d'aide nécessaire.

En toute justice, le député doit reconnaître que le gouvernement réagit très bien lorsqu'il s'agit d'aider les agriculteurs en difficulté à causes de mauvaises conditions atmosphériques, du marché ou autres. Nous nous sommes montrés très à la hauteur et nous avons volontiers offert notre aide aux agriculteurs. Nous allons faire de même dans ce cas-ci.

LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, il y a un an, le comité d'examen de l'assurance-récolte Canada-Ontario a présenté un rapport au ministre de l'Agriculture qui recommandait, par exemple, que les prestations soient portées de 80 à 90 p. 100. Cette année, les producteurs de maïs ont demandé que le niveau d'indemnisation soit augmenté de 50 p. 100. Le gouvernement de l'Ontario a offert de mettre sur pied un régime tripartite qui accorderait des prestations supplémentaires. Le ministre de l'Agriculture a apparemment répondu au

gouvernement de l'Ontario qu'il prendrait son argent, mais qu'il n'augmenterait pas les prestations.

Je me demande pourquoi le gouvernement n'a pas donné suite aux recommandations présentées il y a plus d'un an dans un brochure intitulée *Looking Ahead Toward 1988*. De fait, les recommandations de ce comité étaient conçues en fonction du genre de désastre qui nous afflige aujourd'hui. Pourtant, rien n'a été fait. Le gouvernement s'est croisé les bras et n'a rien fait pendant plus d'un an.

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je pense que le député d'Algoma devrait savoir que notre gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait en faveur des agriculteurs canadiens et que nous sommes actuellement, au niveau des céréales, en train de revoir l'ensemble des programmes à travers le Canada. Mon collègue, le ministre responsable des céréales, le ministre de l'Agriculture et moi-même, nous tiendrons des consultations à travers le pays dans toutes les régions au cours des prochaines semaines. Nous rencontrerons toutes les personnes pour voir de quelle façon on pourrait modifier la structure actuelle dans le secteur des céréales. Jamais un gouvernement avant nous n'a investi autant et n'a été autant debout pour les fermiers canadiens. Je pense que nous allons continuer de le faire et nous assurer que les programmes que nous avons dans le secteur des céréales, tant pour l'Ontario que pour le reste du Canada, répondent bien aux besoins des producteurs.

[Traduction]

L'ASSURANCE-RÉCOLTE—ON DEMANDE LA PROLONGATION DU DÉLAI POUR FAIRE UNE DEMANDE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, nous savons que le gouvernement a pu verser 164 millions de dollars pour échapper à un désastre politique comme au Lac-Saint-Jean le mois dernier, alors qu'un désastre naturel dans l'Ouest ne lui a coûté que 76 millions de dollars.

Compte tenu du fait que le gouvernement n'a rien fait pendant un an pour mettre sur pied des programmes d'assurance-récolte plus efficaces, que le taux de participation est très faible à cause de l'insuffisance du programme offert, qui ne répond pas aux recommandations du comité, est-ce que le gouvernement prolongera le délai au moins jusqu'à la fin d'août pour permettre aux agriculteurs de faire une demande d'assurance-récolte? Il pourrait ainsi offrir une certaine assistance face au pire désastre naturel dont les agriculteurs aient été victimes depuis plus de 50 ans.

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, les 153 millions de dollars que nous avons annoncés, il y a à peine quelques jours, afin d'aider les producteurs de l'Ouest... nous avons clairement mentionné que nous suivions de très près la situation et en Ontario et au Québec, partout au Canada. Nous sommes actuellement en relation avec M. Riddell qui a fait le tour du sud de l'Ontario pour vérifier la situation des sécheresses dans ce secteur, et nous espérons que si nous avions besoin d'intervenir, le gouvernement de l'Ontario serait aussi réceptif que les gouvernements des Prairies, en Saskatchewan, en Alberta et au Manitoba, alors qu'ils ont collaboré avec nous dans l'application d'un